

## À plusieurs voix sur *La société du risque*

ULRICH BECK

**La société du risque.  
Sur la voie d'une autre  
modernité**

Aubier (Alto), 2001,  
528 p., 21 €.

Le livre d'Ulrich Beck a été écrit il y a quinze ans. Le monde de l'édition française, restant fidèle à sa frilosité légendaire, a attendu pour le traduire qu'il devienne un ouvrage de référence, incontournable pour évoquer le concept de *risque* qui s'est imposé dans les sciences sociales. C'est l'occasion pour *Mouvements* de faire le point sur l'apport et les limites de cet ouvrage, ambitieux par ce qu'il prétend analyser. Beck propose en effet de montrer la société industrielle en train de changer pour passer à une société du risque, où chacun est confronté à une série de menaces plus ou moins ciblées socialement. Il en ressort cependant l'idée, fort discutable et discutée ici, de l'effet égalisateur des risques. Résultent aussi de ces mutations des conséquences importantes, notamment du point de vue de l'État social, de la place désormais centrale de la réflexivité, du rôle nouveau de la science et de la politique. On pourrait certes ne voir dans ce livre que l'armature théorique des chaires du libéralisme, qu'ils prennent le nom de « Troisième voie » (Anthony Giddens et Ulrich Beck ont travaillé ensemble) ou de MEDEF (par la voix de François Ewald). Mais au-delà de tous les aspects contestables du livre, il nous a semblé utile de confronter les points de vue divergents pour mieux cerner les enjeux de l'ouvrage et de ses propositions. Numa Murard présente l'ouvrage, le discute en centrant son propos sur les questions sociales et la politique, question que reprend Christophe Bonneuil en analysant la dialectique des sciences chez Beck. Ils laissent le soin à Louis Chauvel et Christophe Ramaux de contester violemment l'ouvrage, dénonçant son approximation de l'objet, sa conception de l'individualisation et surtout sa vision de la fin des classes sociales. De son côté, Niklas Luhmann avait répondu de son vivant à Ulrich Beck dans un livre qui ne sera vraisemblablement jamais traduit. Nous avons demandé à Pierre Lantz d'en présenter certains aspects pour compléter cette discussion.

**La bataille des  
génies :  
les nouveaux  
risques contre  
les risques sociaux**

Quinze ans après son édition allemande et dix ans après la traduction anglaise, ce livre qui fait référence en Europe devient accessible au lecteur français, qui ne sera pas déçu, selon moi, par cet essai d'analyse sociologique du présent, qui tire les leçons du passé et propose une prospective de moyenne portée. Cette construction originale peut se résumer en quatre idées. Premièrement, la société industrielle est en train de mourir et cependant elle est toujours là. Parmi les auteurs qui se réclament d'un post-quelque chose, Beck est sans doute celui qui se demande le plus sérieusement comment le nouveau émerge dans l'ancien au lieu de nous faire croire qu'il le remplace du jour au lendemain. Deuxièmement, il répond à cette question que le moteur du changement est un capitalisme d'un genre nouveau auquel font obstacle les formes de vie organisées dans le cadre de la société industrielle. Le marché et l'organisation du travail percutent directement la vie privée et s'installent en son noyau, la famille, pour le détruire et libérer toutes les forces productives. Troisièmement, la science n'est plus synonyme de lumière et de progrès, elle est à l'origine des problèmes qu'elle cherche à résoudre. Les risques sociaux, qui définissaient les problèmes et les solutions de la société industrielle, sont toujours là, mais ils se combinent avec des risques nouveaux, nés de la science et de la technologie, qui se résument à un seul : le risque de la catastrophe découlant de la contamination mondiale de l'homme et de la nature. Quatrièmement enfin, la politique n'est plus dans la politique, elle se fait au laboratoire et dans les entreprises,

dont les produits et les décisions se retrouvent au salon, dans la chambre à coucher et dans la cuisine des citoyens ordinaires. En conséquence, le but de la politique est « d'installer un volant et des freins dans le bolide chargé d'explosifs qu'est l'évolution scientifico-technique ».

**Le risque,  
égalisateur social**

Chacune de ces propositions appelle des illustrations et une critique. Sur la fin de la société industrielle, l'auteur va au-delà de « l'effritement de la société salariale » analysé par Robert Castel, mais reste prudent : « Nous ne vivons pas encore dans une société du risque mais nous ne vivons plus uniquement dans les conflits de répartition des sociétés de pénurie ». Le mérite de ce travail est de montrer la combinaison des deux formes sociales : « Les richesses s'accumulent en haut, les risques en bas » ; « Pauvreté extrême et risque extrême s'attirent systématiquement comme des aimants ». Cependant, les riches ne parviennent pas à se prémunir des risques aussi efficacement que de la pénurie : « La pénurie est hiérarchique, le smog est démocratique ». Les risques ont donc un effet égalisateur : « Les sociétés de risque ne sont justement pas des sociétés de classe ». On peut critiquer, sur cette question, la liquidation péremptoire du prolétariat comme sujet politique : « C'est une hypothèse rétrograde ». Liquidation inspirée peut-être par le souci de démontrer l'existence de « la démocratie de base de tous ceux qui sont exposés, au-delà des frontières et des classes ». Atteints eux aussi par les risques, les riches font la politique de l'autruche : « Quand il devient impossible d'y échapp-

**Les problèmes  
sociaux,  
nous dit Beck,  
se transforment  
immédiatement  
en échecs  
personnels.**



per, on préfère ne plus y penser du tout ». S'impose ainsi « une politique du devenir invivable de la terre, semblable au péril communiste ».

Plus critiquable encore, mais tout aussi intéressant à discuter, est l'interprétation de l'impact de l'État social sur les luttes sociales et les modes de vie. Le mouvement ouvrier « transféré de la rue vers les couloirs des administrations » a réussi à « créer un effet d'ascenseur : la société de classes a été entièrement transportée à l'étage supérieur ». La conséquence de cet état de fait est une individuation accrue : « Les droits sociaux ont détaché les individus des rapports de classe concrets ». Évidemment, on aurait plutôt tendance à penser le contraire : que l'individuation résulte de l'inachèvement et de la remise en cause de ces droits sociaux, d'un affaiblissement de l'État social. Il n'empêche que sur ce point le constat est de qualité : les problèmes sociaux, nous dit Beck, se transforment immédiatement en échecs personnels, les individus se traînant « sur le chemin de croix de l'estime de soi ». De qualité également, l'analyse de la façon dont le marché du travail « finit par

abolir les conditions de la vie commune ». Avec le travail flexible, en effet, « les derniers obstacles à la participation des femmes et des jeunes au marché du travail ont été abolis » et « la possibilité de ne pas décider a tendance à disparaître » : « Chacun doit se considérer comme le bureau d'organisation de sa propre existence ». La famille ne peut plus faire office de refuge, elle devient un jeu à somme nulle : « l'un perd ce que l'autre gagne ». En d'autres termes, l'égalité entre les hommes et les femmes est impossible. Les femmes « empoisonnent par leurs ambitions professionnelles la vie professionnelle de leur conjoint ». Ainsi, « une grande partie des reproches que les hommes et les femmes se jettent encore à la figure aujourd'hui ne relèvent pas de leur responsabilité personnelle ». Cela sonne comme une expérience vécue. Dans cette partie, on trouvera également des remarques intéressantes sur l'enfant, dernier obstacle à la libération des forces productives, capable d'exercer sur ses parents « une dictature du besoin » du fait qu'il incarne « le seul lien primaire irrévocable, non interchangeable... le dernier rempart contre la solitude ». Étant incompetent, je ne discuterai pas les considérations sur la science, qui sont suggestives mais paraissent faiblement articulées aux analyses empiriquement fondées que je viens d'exposer. Sans doute peut-on désigner la réalité actuelle par sa « modernité réflexive » dans la mesure où la science forme les maillons des chaînes de problèmes et de solutions qui caractérisent la transformation des modes de vie humains. Sans doute est-il vrai également que la critique de la science devient « le moteur de l'expansion

scientifique » et que les institutions politiques sont « les administrations d'une évolution non voulue et non maîtrisée ».

**Des scénarii politiques faibles**

Cependant, le constat de « la paralysie du politique » conduit l'auteur à des scénarii et des propositions que l'on peut juger assez faibles. Dans le premier schéma, dominé par l'économie, le rôle de la politique diminue de plus en plus et se réduit finalement à la gestion des effets secondaires de l'économie, ce qui conduit au rejet du politique et à la nostalgie de l'homme à poigne. Le deuxième schéma est celui de l'émergence d'un « Parlement de la modernisation », proche du « Parlement des choses » que Bruno Latour (qui donne une introduction rapide à l'ouvrage) appelle de ses vœux. Ce schéma développe une hypothèse intéressante selon laquelle la « carrière » de la question du risque pourrait suivre, dans les années qui viennent, la carrière suivie depuis le XIX<sup>e</sup> siècle par la question de la pauvreté : dénégation opiniâtre, prise de conscience et reconnaissance acquise au prix de luttes. D'autant que « les risques de la paupérisation et les risques technologiques sont les effets secondaires du processus d'industrialisation dans deux phases différentes de son évolution ». Dans cette hypothèse, « une variante écologique de l'État-providence » viendrait répondre à la destruction de la nature en même temps qu'au chômage de masse. Sur le modèle des politiques sociales se construiraient des réglementations et institutions dont le coût salarial serait limité dans la mesure où les coûts induits par les risques seraient compensés par la gestion de ces risques sur un

marché. Le lecteur ne sait pas trop pourquoi l'auteur écarte cette solution d'un élargissement de l'État-providence. Beck se présente comme un libéral lorsqu'il souligne « les dangers de ce type d'interventionnisme orienté vers l'écologie : autoritarisme scientifique et bureaucratie proliférante ». Il faudrait, selon lui, renoncer à l'idée d'une régulation centralisée : « L'erreur est de croire que la modernité a ou devrait avoir un centre de régulation politique ». La préférence de Beck va donc à un troisième schéma qualifié de « politique différentielle ». Le fondement théorique de ce schéma est le concept de différenciation<sup>1</sup>. L'auteur paraît hésitant. Il considère d'abord que la réponse au risque écologique suppose une action transversale : « Dans la société du risque, le problème est de défaire la différenciation des sous-systèmes et des fonctions ». Mais au moment de passer à son schéma privilégié pour l'action, il se débarrasse du concept : « En fait, la loi de la différenciation fonctionnelle est minée par la disparition des fonctions ». Quoi qu'il en soit, le schéma de la politique différentielle laisse le lecteur sur sa faim. Sans doute Beck a-t-il raison de faire fond sur les progrès de la démocratie, sur « une capacité

de résistance citoyenne universalisée ». On se demande pourtant, en refermant le livre, comment seront élaborés les instruments que l'auteur juge indispensables à cette politique, les garanties juridiques de l'influence des mouvements citoyens et les garanties institutionnelles de l'autocritique et de la contre-expertise. On découvre surtout à cette occasion que les schémas sont guidés par une conception restreinte du politique, puisque, dans l'hypothèse de cette démocratisation, « la politique garderait les fonctions de protection et d'arbitrage, les fonctions discursives et symboliques... Elle se verrait alors dévolue un effet plutôt conservateur ». Cette dernière assertion signale peut-être une confusion sur le sens du mot « conservateur » : pour conserver un monde vivable, ne faut-il pas transformer le monde social ? Cependant, elle atteste de la stimulation continue que procure la lecture de cet ouvrage, dont on signalera au passage l'excellente traduction. À mon avis, il faut lire Beck, même pour être en désaccord, c'est une vue à la fois large et incisive qui permet de poser sérieusement une série de questions cruciales pour notre temps<sup>2</sup>. ●

NUMA MURARD

**Il faudrait,  
selon Beck,  
renoncer à l'idée  
d'une régulation  
centralisée.**



1. La théorie de la différenciation a été développée par le sociologue Niklas Luhmann. Schématiquement, elle repose sur l'idée que la réponse aux problèmes qui émergent continuellement dans une collectivité ou société est la différenciation de sous-systèmes fonctionnels qui permettent d'isoler le problème, de le codifier dans des procédures *ad hoc* et de le gérer dans l'intérêt bien compris de la collectivité, si ce n'est à la satisfaction de tous.

*La légitimation par la procédure* (Cerf, 2001) est une application brillante de cette théorie à la question de l'administration de la justice. Schématiquement encore, la fonction de la procédure dans le sous-système de la justice est de faire accepter le jugement final aux parties en cause. Cette acceptation découle par étapes successives du fait que les parties doivent respecter la procédure pour gagner : elles sont acculées à respecter la décision si elles perdent.

2. Pour une synthèse des travaux sur la société du risque, on peut aussi se reporter à P. PERETTI-WATEL, *La société du risque*, La Découverte (Repères), 2001.

## Le risque à défaut d'émancipation (au risque de dire tout... et n'importe quoi)

En France, depuis des décennies, on a pris l'habitude de ne traduire que très tardivement les œuvres importantes des sciences sociales internationales : Polanyi a attendu trente-cinq ans, Hobsbawm près de vingt ans, et Beck quinze. En apparence, l'accélération de l'histoire est en marche, mais les capacités à traduire en français ce qui compte de la production internationale semblent rester défaillantes. Pour autant, si l'on souhaite prendre le bon côté des choses, ce recul temporel n'est pas dénué d'intérêt : il permet d'évaluer, indépendamment de l'air du temps et des effets de la mode, les monstres sacrés, de laisser dégonfler les soufflés trop bien montés.

L'ouvrage de Ulrich Beck est de cette catégorie : une de ces œuvres dont il semble, quinze ans après, qu'elles nous donnent l'indication du sens du vent d'alors et une idée de l'air du temps d'une période pas si lointaine, dont l'apport véritable est maintenant assez évanescent. Une autre façon de dire la même chose est de suggérer qu'il fallait vraiment que la production intellectuelle des années quatre-vingt-cinq fût faible pour que ce livre ait pu accéder à la renommée mondiale qui est maintenant la sienne. Évidemment, pour certains ouvrages – on peut penser par exemple à « l'horreur économique » – le titre à lui seul ouvre la voie du succès. Il suffit alors à l'auteur de conserver une once de respectabilité académique pour pouvoir accéder de son vivant au Panthéon des sciences sociales. Il est vrai que, dans le cas de Beck, l'auteur concède lui-même qu'il ne respecte pas « toutes les garanties méthodologiques<sup>1</sup> », Beck proposant

plutôt ici un essai de « théorie sociale prospective ». C'est donc à ce niveau que l'on doit évaluer sa pertinence. Il reste que trois points nous laissent assez perplexes : le premier touche l'objet même de l'œuvre, le risque, dont le défaut de définition est assez signifiant ; le deuxième porte sur la théorie sociale centrale dans l'ouvrage, celle de la fin des classes sociales, où l'auteur aurait gagné à prendre un peu plus de risque avec l'air du temps ; le troisième concerne la vision de l'individualisation de l'auteur, qui relève plus de l'irénisme libéral des années quatre-vingt que d'une analyse profonde.

### Le risque d'une absence de définition

Ulrich Beck, on l'a vu, prend ses distances avec les apparences du sérieux scientifique (fondé sur la définition précise d'objets, sur l'argumentation circonstanciée, sur le débat équilibré mettant en vis-à-vis des théories contrastées pour parvenir à une évaluation critique, etc.). Tel est son choix, assumé. On objectera pourtant que la notion de « risque » chez Beck fait fi de tous les travaux qui avaient jusqu'alors tenté d'en approfondir la richesse. Bien plus, à aucun moment, on ne trouvera chez l'auteur le début d'une tentative de définition et de délimitation de son objet. De ce problème originel découle un sentiment général assez désagréable : celui de ne lire qu'une accumulation de propos très généraux sur un objet assez vague qui échappe à toute systématisation. Le risque, ce sont les pluies acides et le saturnisme, les catastrophes industrielles et le chômage, l'accident du travail et le krach de Wall-Street : tout... et finalement un peu n'importe quoi.

Chez Beck, le risque s'appelle en réalité « menace », et tout ce qui lui est coalescent : son sentiment ou sa réalité, alternativement. Ce n'est en définitive que l'idée d'une idée, quelque chose d'infiniment vague. En dépit de huit décennies de recherches en la matière, on ne trouvera, par exemple, ici aucune opposition entre risques et incertitudes. Le risque, ce sont les alternatives futures que l'on peut probabiliser, et contre lesquelles on peut se prémunir, par exemple en s'assurant contre les mauvais coups du sort : ici, les calculs et la stratégie sont possibles. L'incertitude, au contraire, ce sont les alternatives sur lesquelles nous n'avons pas le début de l'idée d'une probabilité (une série de questions simples révélant l'incertitude pourrait, par exemple, être la suivante : « Quelles seront les modalités de fonctionnement du système de retraite en 2027 ? », « Y aura-t-il d'ici là un krach boursier ? », « Quel sera le taux de croissance dans trente ans ? », « Quelles en seraient les conséquences ? »). En situation d'incertitude, l'avenir est non probabilisable et confronte l'acteur à une impossible raison calculatrice, et le condamne à l'action « sans risque », à savoir la moindre action, l'inaction, qui comporte un coût social et économique décuplé – l'absence de projet donc de croissance –, voire à l'action *sans sens ni raison*. Les principales escroqueries des temps présents consistent à vendre de l'incertitude en la déguisant en risque : les fonds de pension reposent sur cette logique. Loin de se reposer sur ces développements d'une extrême importance, le risque chez Beck n'est rien d'autre qu'une idée peu construite, inconsciente d'elle-même, et bien peu réflexive pour tout dire, de la menace collective, ou

du désastre potentiel. Pour un ouvrage publié un an après Tchernobyl, on comprend le peu de finesse, mais on peut être étonné par certaines faiblesses. Les développements de l'auteur ont lieu alors de laisser perplexes.

**Les développements  
de l'auteur ont lieu  
alors de laisser  
perplexes.**



Dès lors, quelle est la part du neuf que cet ouvrage permet de saisir ? La modernisation est devenue réflexive, nous est-il dit, dans le sens où elle opère désormais « contre elle-même<sup>2</sup> » *via* les effets induits qu'elle engendre, notamment en termes de risques écologiques et/ou technologiques. Les risques liés à la surproduction supplantent ceux associés à la sous-production. Alors que la richesse est composée de « biens consommables que l'on peut appréhender », les risques sont irréversibles, invisibles (que l'on songe au nuage de Tchernobyl ou à l'ESB) et relèvent du domaine de la connaissance et de l'interprétation : « l'existence et la répartition des dangers et risques est fondamentalement médiatisée par l'argumentation<sup>3</sup> ». Cette interprétation plurielle, et donc conflictuelle, prend appui sur des arguments scientifiques, mais dans un contexte où la frontière entre rationalité scientifique et rationalité sociale est de plus en

plus ténue. C'est donc bien une logique argumentative et à ce titre nécessairement incertaine (ce qui ne fait que renforcer la spirale du risque) qui domine<sup>4</sup>. Si on accepte cette optique, se pose alors une question : quel type d'argumentation, Beck contribue-t-il, lui-même, à construire ? Force est de constater que sur ce volet l'auteur n'est pas exempt d'un certain catastrophisme, notamment lorsqu'il suggère que la société du risque se caractérise par « un nouveau type d'assignation ». Il existait un « destin médiéval de l'assignation à un État », « il existe désormais une sorte de destin de l'être menacé [...] donné à la naissance, auquel on ne peut échapper par quelque action que ce soit, à la "petite différence" près (une petite différence aux grandes consé-

1. *Op. cit.*, p. 20.

2. *Idem*, p. 22.

3. *Ibid.*, p. 48. Mais les biens ne relèvent-ils pas eux-mêmes d'une certaine définition sociale ? Quant aux risques, est-ce fondamentalement nouveau ? L'histoire de la protection sociale nous montre que la définition (et la prise en charge) des *risques* sociaux ne s'est pas faite naturellement ; elle résulte d'une lourde histoire sociale où les conflits n'étaient pas que d'interprétation. Mais la protection sociale et les risques sociaux sont étonnamment absents de l'ouvrage.

4. L'auteur ne pousse-t-il pas cependant le bouchon un peu loin lorsqu'il indique que « l'efficacité sociale des définitions du risque ne dépend [...] pas de sa validité scientifique », *ibid.*, p. 58 ? Dit autrement : échappe-t-il à ce parfait envers du scientisme et du positivisme qu'est le relativisme ?

quences) que nous sommes tous également confrontés à ce destin<sup>5</sup> ». Finis l'émancipation ou le progrès social, nous y reviendrons, c'est la menace qui dessine dorénavant la destinée de chacun ! Mais sommes-nous tous également exposés au risque ? Beck admet, à plusieurs reprises, que les risques ne sont souvent pas uniformément répartis, que les « richesses [sont] en haut et les risques en bas<sup>6</sup> ». En matière de pollution et de nuisances, le Sud ou les banlieues populaires des pays développés n'ont pas le même statut

**Beck reprend  
mot pour mot  
les développements  
communs à l'ensemble  
de la sociologie  
« libérale » de la fin  
des classes sociales.**



que les quartiers bourgeois. D'une façon similaire, en matière de risque économique (peu évoqué dans l'ouvrage), on sait aussi que le capital n'a de cesse, dès qu'il en a la possibilité, de transférer une partie des risques sur les salariés<sup>7</sup>. Mieux, Beck reconnaît lui-même que le marché du risque peut s'avérer fructueux pour certains : il y a ceux qui y sont « exposés » et ceux qui en « profitent ». Le risque, Denis Kessler en sait quelque chose, est devenu un business. Mais ces considérations sont immé-

diatement ravalées au second plan, comme tout aspect susceptible de déstabiliser l'argumentation de l'auteur. Au lieu de soutenir que certains risques concernent effectivement tout le monde (le trou dans la couche d'ozone), tandis que d'autres gardent leur caractère discriminant, et renvoient à une cartographie sociale du risque, Beck n'a de cesse de poser les seconds comme secondaires, au prix de dénégations incessantes frisant la contradiction pure, et les premiers comme seuls susceptibles de « faire sens ». L'essentiel est en effet ailleurs : démontrer que l'avènement de la société du risque sonne le glas de la société de classes.

**Encore la fin  
des classes sociales**

Avec les risques « les barrières de classe tombent ». Il n'y a plus un paquebot avec ses 1<sup>ère</sup>, 2<sup>nde</sup> et 3<sup>ème</sup> classes, nous sommes tous sur le même rafioteur où « risque » est inscrit en lettres macabres. Les inégalités d'exposition au risque entre les gueux et les bourgeois ? Elles existent, certes, et les seconds peuvent même en tirer profit. Mais « l'effet boomerang », avec le nuage de pollution lié à l'accumulation, vient leur rappeler que les « risques exercent objectivement un effet égalisateur<sup>8</sup> ». Bref, « on peut résumer le problème à une formule : la pénurie est hiérarchique, le smog est démocratique ». À cette hypothèse de fin des classes sociales, Beck consacre une partie entière de son ouvrage qui en compte trois. Autant dire que la question doit être importante aux yeux de l'auteur. Dans cette veine, Beck reprend mot pour mot les développements communs à l'ensemble de la sociologie « libérale » de la fin des classes

sociales, propos calibrés qui, de Nisbet à Lipset, de Aron à Clark, se ressemblent étrangement : enrichissement partagé, accélération de la mobilité<sup>9</sup>, dissolution des référents culturels, amoindrissement de la conscience sociale et politique. En 1985, ces développements étaient déjà plus prétendre à l'originalité. Dévidant l'écheveau de sa société post-classes, Beck nous assène ainsi que, en dépit de leur augmentation souvent fulgurante, les inégalités et les questions d'appropriation des richesses sont devenues de vieilles questions. Il « n'est pas possible » de « répondre aux problèmes d'aujourd'hui » par « une répartition différentes des richesses ou une suppression des privilèges sociaux<sup>10</sup> ».

Comme la plupart des « penseurs » de la disparition des classes (ou du salariat, ou du travail...), Beck part donc d'un phénomène bien réel – en l'occurrence celui des risques notamment écologiques effectivement irréductibles à la simple logique du capital – pour en conclure, après l'avoir

5. *Ibid.*, p. 74.

6. *Ibid.*, p. 63.

7. Le pouvoir de la finance s'efforce ainsi d'imposer des normes de gestion permettant de garantir un rendement minimal (un Smic-actionnaire en quelque sorte) au détriment de tout autre considération productive ou sociale.

8. *Ibid.*, p. 65.

9. De façon caractéristique, le déclassement social, symétrique de l'ascension sociale, n'est pas évoqué dans ce tableau.

10. *Ibid.*, p. 94.

hypertrophié, que la société s'y résume. Piètre dialectique qui empêche de concevoir comment certaines questions effectivement irréductibles à une logique de classe ou d'accumulation du capital<sup>11</sup> s'articulent à elle, en la (re)modelant y compris pour partie. L'argumentation est d'autant plus fragile qu'elle repose sur une vision particulièrement indigente des classes sociales. À la façon dont certains assimilent l'anti-capitalisme au stalinisme, aujourd'hui (pour mieux le rejeter) comme hier (pour l'avoir alors embrassé), Beck assimile les classes au paupérisme du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup> ! Sur cette base, il lui est aisé d'en conclure à la disparition des classes ! L'auteur insiste en particulier beaucoup sur le rôle joué à ce niveau par l'État-pro-

vidence. Par lui, on « aboutit à la dissolution de la société de classe traditionnelle<sup>13</sup> ». On peut lire l'histoire du droit du travail et de la protection sociale comme le produit d'un long combat pour sortir la force de travail de son état de simple marchandise, pour l'inscrire dans un statut socialisé (cf. notamment les travaux de Bernard Friot en ce sens), sans que pour autant cette transformation des conditions d'existence du salariat n'ait abouti à la disparition des classes. Beck ne s'embarrasse pas de cette subtilité : puisque la classe n'est plus misérable, c'est bien qu'elle tend à s'effacer<sup>14</sup> ! Par le truchement de l'État-providence, « nous sommes confrontés chaque jour davantage [...] au phénomène (encore non analysé) d'un capitalisme sans classe<sup>15</sup> ». De façon brouillonne, comme trop souvent dans l'ouvrage, l'auteur ajoute, juste après, que le capitalisme « conserve néanmoins toutes ses structures et les problèmes d'inégalités sociales qui en découlent ». Un capitalisme sans classe mais qui conserve « toutes ses structures », comprenne qui pourra. Les contradictions internes du texte ne se réduisent pas à cet exemple, même si l'auteur espère sortir de ces difficultés en retournant sur la ligne qu'il s'était donnée. Comme pour la méthode de monsieur Émile Coué, la répétition vaut argumentation.

#### **L'individualisation comme horizon de la modernité réflexive**

Les classes étant une figure du passé, reste donc l'individualisation comme horizon. Beck prend soin de préciser que l'individualisation n'est pas toujours synonyme « d'émancipation réussie » et qu'elle va

plutôt de pair avec « l'institutionnalisation et la standardisation des modes de vie ». Que faire alors ? Force est de dire que le modèle « d'individualisation général, analytique et anhistorique » [sic] censé tracer quelques perspectives d'avenir relève, pour le coup, du parfait smog théorique. À un niveau plus concret, force est aussi de constater que Beck fait siennes quelques thèses, parfaitement dans le vent du tournant libéral opéré au début des années quatre-vingt, sur le chômage, présenté ici et là comme une fatalité<sup>16</sup>, ou bien encore la pré-

**Les classes étant  
une figure du passé,  
reste donc  
l'individualisation  
comme horizon.**



carité, discrètement dénoncée avant d'être en fait élevée au rang de modèle dans le cadre du « système de sous-emploi flexible et pluriel<sup>17</sup> » que l'auteur appelle de ses vœux<sup>18</sup>. À l'instar de bien d'autres, Beck assimile statut à standardisation, droit du travail à fordisme. On peut aisément lui rétorquer que nulle liberté individuelle – et ce qui vaut pour le salariat vaut en fait plus largement – ne peut se déployer si l'individu ne bénéficie pas d'un statut et que l'individualisation régressive découle bel et bien des politiques de la dégradation de ces statuts opérée au cours des

11. Et ce qui vaut pour les risques notamment écologiques vaut bien entendu pour bien d'autres registres (celui des rapports de sexe, celui du politique, etc.).

12. *Ibid.*, p. 189.

13. *Ibid.*, p. 181.

14. *Ibid.*, p. 192.

15. *Ibid.*, p. 160.

16. Et l'auteur de reprendre quelques âneries du type « la croissance ne créerait plus d'emploi », ce qui n'a jamais été aussi faux depuis vingt ans (les gains de productivité du travail ayant baissé par rapport aux trente glorieuses).

17. *Ibid.*, p. 298.

18. Le tout accompagné, comme il se doit souvent en pareil cas, d'une allocation universelle (en l'occurrence un « revenu minimum pour tous les citoyens »), dont l'auteur ne précise pas les modalités.



**Les trompettes  
de la renommée  
sont bien mal  
embouchées,  
et n'écouter qu'elles  
risque de nous  
fourvoyer.**



vingt dernières années. Au final, Beck nous dessine une disparition de la citoyenneté démocratique elle-même, au profit de ce qu'il nomme une « subpolitique » où « le judiciaire et les médias » tiennent lieu de seuls espaces pertinents de délibération politique<sup>19</sup> ! Les représentations que l'on se fait du monde contribuent aussi à le construire. À défaut d'une argumentation rigoureuse, l'ouvrage de Beck délivre certes une représentation finalement assez cohérente du monde : la fin de la lutte des classes et de la citoyenneté démocratique, dans un contexte fait de menaces et de peurs, sonne le glas de tout projet d'émancipation. Le fait que le MEDEF reprenne aujourd'hui le « risque » comme la « valeur des valeurs » n'est sans doute pas anodin de ce point de vue.

Pour conclure cette note, nous suggérons qu'il existe une bonne raison de lire le livre de Beck. Non pas parce qu'il apporte des clefs de lecture, ni parce qu'on y trouverait là des idées révolutionnaires renouvelant la pensée sociale, mais bien pour son contraire. Pour comprendre, et prendre du recul, face à un discours se voulant neuf et inventif, qui ne fait que donner quelques

formes aux mirages du moment apportés par l'air du temps. En 1985, pour la plupart, ces idées étaient déjà des rengaines dont la position était repérable dans le champ politique, mais peu d'intellectuels osaient les écrire aussi directement, surtout de ce côté-ci du Rhin, où un minimum de subtilité en la matière était exigé. Beck est aujourd'hui une des plus grandes références de la sociologie allemande et européenne. Les trompettes de la renommée sont bien mal embouchées, et n'écouter qu'elles risque de nous fourvoyer. Cette traduction tardive est en définitive une aubaine : le recul donne la distance par rapport à ce témoignage, ce document d'archive, qui servira à faire l'histoire des idées courtes du milieu des années quatre-vingt. ●

LOUIS CHAUVEL  
ET CHRISTOPHE RAMAUX

---

19. Puisque les risques ne peuvent être « appréhendés que dans le cadre de la société mondiale », le cadre national, conçu comme le cadre d'exercice de la souveraineté du peuple, passe évidemment lui aussi à la trappe, même si l'auteur évoque lui-même une petite difficulté : « ne conclut-on pas trop vite et trop facilement de la globalité des situations de menace à l'existence d'une communauté de volonté et d'action politique ? », *ibid.*, p. 89.

## Savoirs et démocratie dans la société du risque

Si le concept de risque perce aujourd'hui dans les sciences sociales au point de devenir un secteur de la sociologie, nous le devons notamment à Ulrich Beck qui le plaça, dès cet ouvrage de 1986, au cœur de l'analyse sociologique. Dans l'Allemagne fédérale des années quatre-vingt, la réflexion de Beck se nourrissait d'éléments tels que Bhopal, Seveso, les mobilisations et controverses sur les pluies acides, le pacifisme, la question nucléaire et l'accident de Tchernobyl... événements qui y provoquèrent l'émergence massive de l'écologie dans les représentations individuelles et sur la scène politique. Puisque la notion de risque est aujourd'hui au cœur non seulement de l'armature théorique de la « Troisième voie » de Blair (*via* Anthony Giddens) et de sa pâle transposition française sous le vocable de « Troisième gauche », mais aussi (*via* François Ewald) celle de l'offensive néolibérale du MEDEF, il semble utile de revenir à cet essai fondateur de Beck. Disons-le d'emblée, *La société du risque* mérite mieux que la captation idéologique opérée par ses introducteurs sur la scène française.

### La fin de l'histoire des conflits de répartition ?

Comme tant d'autres auteurs, Beck met en scène la fin d'une certaine modernité, celle de la société industrielle des années mil-huit cent/mil-neuf cent soixante. Mais aux vocables de « société post-industrielle » ou de « postmodernité », il préfère celui de « société (industrielle) du risque » pour caractériser une nouvelle modernité, réflexive, dans laquelle nous entrons. De ce point de vue, la société industrielle n'était qu'à demi moderne puisqu'elle

considérait la nature comme son autre, ne gérait pas ses effets secondaires (risques) et ne soumettait pas la science elle-même à la critique de la raison. La société du risque n'est pas une société où l'on vit plus dangereusement, mais une société où la question des risques industriels et technologiques s'est durablement installée dans le champ politique.

Passons rapidement sur les critiques que de pointilleux historiens pourraient opposer à la périodisation de Beck. Bien des traits qu'il caractérise comme nouveaux et spécifiques à la société du risque (effet boomerang soi-disant égalisateur qui était évoqué pour la pauvreté et la maladie par les hygiénistes, les réformateurs et les microbiologistes; non-visibilité des risques – comme si la pauvreté et les classes sociales n'avaient pas fait l'objet d'un travail de construction statistique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle –; réflexivité et perception du « progrès » comme risque – *cf.* la « découverte » de la neurasthénie il y a plus d'un siècle) sont en effet présents à l'âge d'or industriel. Mais son tableau d'ensemble d'un basculement vers une nouvelle forme de modernité, ou du moins une nouvelle configuration politique, reste globalement convaincant.

Dans la société industrielle, l'enjeu politique central était celui de la distribution des moyens et des fruits de la production. Dans la société du risque, ce sont les risques et leur distribution qui dominent l'espace public. On touche ici la facette problématique de la pensée de Beck. Dans la société du risque, les identités collectives, autrefois cristallisées autour de la nation, du progrès ou de l'appartenance de classe se disloquent et se renégocient autour de « com-

munautés de danger ». Avec l'individualisation des situations, vacillent les cadres sociaux et mentaux de la société industrielle (classes, relations de genre et place de la famille, place du travail à l'heure du chômage structurel et du temps partiel précaire, etc.). La jonction de cette thématique de l'individualisation à celle du risque n'est pas étrangère à la convergence entre Beck et Giddens vers 1990 et à la captation libérale du concept de risque. Surtout, Beck tend à gommer les conflits de classes (de répartition des ressources) au profit d'une conflictualité sociale entièrement alignée sur des conflits de risques. Cet aplatissement s'appuie notamment sur l'idée que les risques majeurs qui menacent aujourd'hui l'humanité (risques chimiques, nucléaires, climatiques) auraient, par leur extension et par un effet boomerang, une dimension égalisatrice : producteurs de risques ou non, riches et pauvres seraient dans le même bateau<sup>1</sup>. Si cette position peut-être utile dans sa dimension prophétique et morale, elle reste peu fondée empiriquement à l'échelle des acteurs économiques individuels, et notamment des dirigeants d'entreprises passés maîtres dans l'externalisation du risque (*cf.* les bénéfiques records d'Elf malgré l'Erika et AZF!). Beck tourne ici le dos non seulement aux pensées issues du marxisme, mais aussi à tous les travaux sur la justice environnementale.

### Une crise du politique

Ce sont ces éléments contestables du livre (deuil de la conflictualité de répartition des ressources, aplatissement des identités et des conflits sociaux

sur le seul axe du risque) qu'ont retenus les théoriciens de la « Troisième voie » et du MEDEF. J'en laisse la critique détaillée à d'autres. Se figer sur ces éléments pour y voir les germes des positions actuelles de l'auteur et pour disqualifier tout l'ouvrage d'un revers de main serait en effet se priver

**Beck tend à gommer  
les conflits de classes  
au profit d'une  
conflictualité sociale  
entièrement alignée  
sur des conflits  
de risques.**



d'intuitions et d'apports majeurs. J'en discuterai deux : l'analyse de la façon dont l'irruption du risque met en crise nos systèmes politiques et celle de la place de la science dans la société du risque.

À présent, affirme Beck, la nature est totalement pénétrée de technique, et ne peut plus être externalisée ni culturellement ni économiquement, ce qui ouvre le temps d'une responsabilité illimitée (de l'homme, de l'industrie, de la science). Incapables d'assurer la sécurité des personnes et de maîtriser les risques qu'elles ont créés, les institutions de la modernité (la science, l'industrie, l'État) sont en voie, prédisait-il, de perdre une part importante de leur légitimité. La chanson semble bien banale

aujourd'hui, depuis l'irruption du risque dans le débat public français dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix. Mais il convient de noter que Beck était au milieu des années quatre-vingt – avec Philippe Roqueplo et son concept de « technonature » – l'un des tout premiers à développer cette thèse. Saluons la justesse de la prophétie. On a pu mesurer en France comment des affaires comme celles du sang contaminé, de l'amiante ou de la vache folle (toutes trois marquées par l'existence de collectifs de victimes et par le rôle de l'arène judiciaire) ont pu faire monter les questions de risque sanitaire dans le débat public et mettre à mal la légitimité et l'autorité des institutions démocratiques de régulation. Preuve de leur effet déstabilisant, ces crises ont provoqué en quelques années, en France (agences) et dans l'Union européenne (DG Sanco, nouvelle comitologie), plus de réformes des dispositifs d'expertise et de sécurité sanitaire qu'il n'y en avait eues pendant plusieurs décades.

Ce type de crises et controverses (on peut y ajouter celles touchant les dioxines, l'amiante, les éthers de glycol, les retombées de Tchernobyl, les OGM, etc.) mettent en lumière, selon Beck, un divorce entre deux modes de production de la société, l'un par les choix politiques élaborés dans le dispositif et les institutions démocratiques, l'autre par les décisions des acteurs économiques et technoscientifiques. Beck introduit alors la notion de « subpolitique<sup>2</sup> » pour décrire la situation actuelle où le second

1. *Op. cit.*, pp. 36-38 et 44.

2. *Idem*, chapitre 8.

mode est soumis à la critique (avec notamment l'écroulement du consensus culturel sur le « progrès » fondant notre mode de développement, cf. notamment la résistance aux OGM), mais sans parvenir encore pour autant à changer la logique et la donne au sein du premier mode. Du coup le politique, endossant des décisions prises hors de son contrôle, semble se réduire à un valet de la « sub-politique » du marché et de la technoscience, ce qui, pour Beck, accentue la crise de légitimité de la sphère politique. Face à cette crise politique, Beck, à l'inverse d'Hans Jonas, rejette la tentation d'une nouvelle expertocratie écologiste et nous met en garde contre un « totalitarisme de la prévention des risques<sup>3</sup> ». Mais il ne place pas plus d'espoir dans le seul jeu des mécanismes du marché. Beck montre bien comment la société du risque, si elle conduit à une plus grande vulnérabilité d'image de l'entreprise, favorise la prospérité d'un capitalisme vert puisque, une fois les besoins matériels (globalement) saturés dans les sociétés occidentales, le marché du risque et de la sécurité apparaît comme un nouveau marché sans limites<sup>4</sup>. Mais, poursuit-il, ce capitalisme vert reste cosmétique et ne résout pas la question écologique<sup>5</sup>. Face à cette impasse, Beck en appelle à une réappropriation démocratique des sphères économiques et technoscientifiques. C'est certes bien vague, mais on peut donc lire *La société du risque*, à contre-courant de la « Troisième voie », comme un sursaut politique, comme une invitation à

reconstruire les institutions démocratiques à partir des mouvements citoyens extra-institutionnels (nous sommes dans l'Allemagne des *Bürgerbewegungen*), à partir de contradictions certes en apparence d'ordre privé et culturel de la « sub-politique », mais qui sont en réalité profondément poli-

**Beck nous met  
en garde contre  
un « totalitarisme  
de la prévention  
des risques ».**



tiques, afin de réarmer le politique face au marché et à la technoscience.

**Dialectique de la science dans la société du risque**

Mais l'apport majeur de Beck réside certainement dans son analyse du rôle de la science et des savoirs dans la société du risque. L'ouvrage oscille entre deux registres. Il y a d'abord une critique radicale de la science, hier source de l'illusion de maîtrise, animée d'une vue cyclopique tournée seulement vers la productivité, et aujourd'hui coupable de surdité face aux risques du fait de son exigence de preuve causale et de sa pensée verticale et disciplinaire. « La science s'est faite la protectrice d'une contamination globale des

populations et de la nature » affirme ainsi Beck. À l'instar de sa charge contre les seuils de toxicité acceptables, cette critique a perdu une partie de sa pertinence depuis que l'analyse des risques s'est codifiée et complexifiée et que le principe de précaution a commencé à modifier la charge et les critères de la preuve.

Il y a aussi une analyse plus balancée et sociologiquement plus riche de la nouvelle signification politique acquise par les savoirs scientifiques dans la société du risque. Dans la société industrielle, la science moderne étudiait et disciplinait des entités lui pré-existant largement : la nature, l'humain, la société (ce que Beck appelle la « scientification primaire » de la société). Dans la société du risque, la technoscience est confrontée à ses propres produits, aux effets autrefois dits secondaires du progrès (cf. les recherches sur le changement climatique ou la biosécurité). Dans la première phase, l'exercice de l'esprit critique était réservé aux communautés scientifiques, tandis que l'extension de la raison technoscientifique et de ses artefacts aux autres sphères sociales reposait sur l'autoritarisme, la répression des savoirs populaires et la cécité au risque. Dans la seconde phase (« scientification réflexive »), c'est la société tout entière, de plus en plus éduquée, qui revendique l'activité critique et qui l'applique à l'évaluation des produits, des déterminations et des finalités de la science elle-même. La première phase transforme la société et la planète en laboratoire, la seconde pose la question du pouvoir d'expérimenter et des fins de l'expérience comme enjeu politique. Mais, et là réside la finesse dialectique de l'analyse,

3. *Ibid.*, pp. 79-80.

4. *Ibid.*, p. 56.

5. *Ibid.*, p. 57.

**Plus que jamais  
contestée,  
la science  
est également  
plus que jamais  
appelée  
à la rescousse.**



cette critique n'est nullement contradictoire avec l'expansion de la science. Plus que jamais contestée, la science est également plus que jamais appelée à la rescousse. Les risques étant peu ou pas directement tangibles, ils ne deviennent crédibles que par le travail de la science (et des médias) et la science devient de plus en plus indispensable aux lanceurs d'alerte et écologistes pour objectiver un risque. Du fait de cette omniprésence, un sentiment de perte de souveraineté cognitive face à la science est l'une des sources de défiance de nombreux acteurs<sup>6</sup>. On a donc une situation triplement ambiguë. D'une part les critiques de la technosciences y sont de plus en plus acculturés. D'autre part la science apparaît de plus en plus indispensable pour sécuriser la vie et stabiliser des consensus, mais elle ne suffit nullement à cet effet<sup>7</sup>. Enfin, la science s'ouvre de nouveaux marchés en même temps que – et parce que – s'éteint son monopole à l'autorité (sécularisation).

Dans cette dynamique complexe, fort bien vue par Beck, il semble qu'une critique du progrès et une extension du

domaine de la raison critique puissent constituer le moteur même de l'expansion d'une science centrée sur les risques et, plus généralement, sur la demande sociale. On entrevoit ici comment l'alliance entre certains secteurs du mouvement social et certains secteurs scientifiques pourrait esquisser une alternative à l'emprise des forces économiques sur la science, et au mouvement actuel de marchandisation des savoirs et du vivant. Beck tient sans doute là le nœud d'une nouvelle modernité à construire. ●

CHRISTOPHE BONNEUIL

---

6. *Ibid.*, p. 163.

7. *Ibid.*, p. 156.

## Décider, c'est risquer

NIKLAS LUHMANN

### Soziologie des Risikos

De Gruyter, Berlin, New York,  
1991, 252 p.

La *Sociologie du risque* de Niklas Luhmann s'inscrit dans la construction théorique qu'il avait entreprise depuis longtemps. Le concept de risque était présent dans la synthèse de 1984, *Soziale System. Grundriss einer allgemeinen Theorie*<sup>1</sup>. La construction de Luhmann était par avance une réponse à Ulrich Beck. Rien d'étonnant alors, lorsqu'il lui arrive de faire allusion à Beck, qu'il prenne d'emblée une attitude hautaine. « La sociologie a prêté attention au problème du risque; en tout cas, elle s'est occupée du mot risque. Elle trouve ici, après le déclin des préjugés anticapitalistes, une occasion nouvelle de remplir un rôle ancien avec un nouveau contenu – à savoir, alarmer la société<sup>2</sup>. » L'objectif politique de Luhmann est donc clair: derrière l'alliance de la sociologie et de l'écologie, dénoncer la simple poursuite d'une lutte politique devenue attardée et ringarde. Cependant, on peut ne pas être d'accord avec l'attitude politique de Luhmann tout en partageant son point de vue sur la méthode de Beck, qui ne prend aucune distance à l'égard des inquiétudes de son époque et de son pays: d'où le présupposé naïf que, puisque la partie de l'opinion qui se pense éclairée se pose la question des dangers de l'environnement, ce problème doit être résolu par une prise de conscience de la société tout entière (modernisation réflexive)<sup>3</sup>.

### Risque avec effets différenciés

Luhmann trouve dans son élaboration théorique les moyens d'échapper à une sociologie qui ne réfléchit pas sur les conditions de sa propre constitution et est incapable de porter la notion de risque au

niveau du concept. Beck oppose avec naïveté le smog et la hiérarchie en croyant qu'une expérience commune, inter-classe, peut être le point de départ d'un décloisonnement entre les niveaux de la société et entre les systèmes sociaux qui aboutirait à ce que, juste l'année de la première publication du livre de Beck, Gorbatchev appelait *Glasnost*. Or, Luhmann recourt à la notion d'*autopoièse* de Maturana pour montrer qu'il ne peut en être ainsi: comme les êtres vivants, les systèmes sociaux choisissent les informations qui conviennent le mieux à leur propre organisation tout en conservant leur identité malgré les transformations effectuées: au point que la connaissance est un pur produit de la clôture informationnelle du système sur lui-même. Autrement dit, « les infirmations sont toujours des constructions internes. » La Politique, le Droit, la Science, l'Économie, la Religion sont ainsi des systèmes sociaux *autopoiétiques* qui, plus encore dans une société complexe que dans une autre, sont obligés de sélectionner leurs informations: or, « sélection signifie contingence et contingence signifie risque<sup>4</sup> ». Dans cette optique, même les « mouvements de

1. *Systèmes sociaux. Esquisse d'une théorie générale.*

2. N. LUHMANN, *Soziologie des Risikos...*, op. cit., p. 13.

3. U. BECK, *La société du risque*, Aubier, 2001.

4. Cf. D. MARTUCELLI, *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du xx<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, 1999, p. 177. N. LUHMANN, « Théorie des systèmes », in G. DUPRAT (dir.), *Connaissance du politique*, Presses universitaires de France, 1990, p. 286.

protestation peuvent être décrits comme des systèmes *autopoïétiques* [...] La protestation n'est en aucune manière un état de choses importé du monde environnant [*Umwelt*]; elle est au contraire une construction du système lui-même dont les motifs [*Gründe*] sont transférés dans l'environnement<sup>5</sup> ». En d'autres termes, la sociologie d'Ulrich Beck n'est qu'une forme savante (ou pseudosavante) du mouvement social. Il faut donc, selon Luhmann, élaborer le concept de risque en partant de l'idée qu'il est une opération transversale aux systèmes sociaux fermés, avec des conséquences diverses selon les systèmes.

Accéder au niveau du concept suppose que l'on ne confonde pas risque et danger, c'est pourtant ce que font en général la littéralement sociologique de langue anglaise et Beck. Luhmann précise la différence entre les deux notions. Quand nous subissons un dommage, nous pouvons l'imputer au monde extérieur considéré alors comme dangereux<sup>6</sup>. Évidemment, jamais, dans aucune société humaine, on n'a pu penser l'avenir sans considérer qu'il présentât des dangers. En revanche, la notion de risque apparaît lorsque l'on pense pouvoir prendre des décisions en fonction d'une supputation de l'avenir; ne pas prendre une décision est encore une décision. Les dommages éventuels sont regardés comme les conséquences de la décision, donc comme pouvant lui être attribués. L'attitude à l'égard de l'avenir (et la conception que nous nous faisons de la temporalité) se transforme lorsque l'entreprise humaine ne se contente pas de repérer les signes de la faveur des dieux, mais prétend qu'il est légitime de saisir l'avenir en s'efforçant

## La notion de risque apparaît lorsque l'on pense pouvoir prendre des décisions.



de le prévoir et d'en tirer avantage : *Chi non risica non guadagua* (1589). À partir du moment où l'on considère qu'il est légitime de prendre des risques puisque les êtres humains peuvent modifier le cours des choses sans pourtant être jamais sûrs des conséquences de leurs décisions, on prend des décisions dont on ne peut être sûr que les conséquences ne seront pas fâcheuses. On pense qu'il n'en sera probablement pas ainsi. L'étude conceptuelle suppose que l'observateur de second rang considère les oppositions pertinentes qui sous-tendent les observations de premier rang; ici, la manière dont les décideurs des divers systèmes sociaux entre lesquels se divise la société moderne considèrent la temporalité: or, ce qui a changé depuis la Renaissance et l'âge classique n'est pas le risque dans la décision, ni les dangers éventuels qu'elle peut provoquer à côté de ses bienfaits, mais la complexité de plus en plus grande de l'ensemble social; au point que les décisions prises par un des systèmes unifonctionnels comme l'Économie peuvent avoir des conséquences fâcheuses pour un autre, par exemple le système politique; ou encore que la logique de la recherche scientifique s'impose. Luhmann et Beck, comme tant d'autres auteurs de la fin du xx<sup>e</sup> siècle,

pensaient que le pouvoir central, l'État, ne maîtrisait plus la diversité des sphères sociales dans une société complexe; mais, alors que selon Beck la politique s'installe désormais du côté de la modernisation scientifico-technico-économique<sup>7</sup> et ce qui était apolitique devient politique, Luhmann, beaucoup plus systématique et, pourrait-on ajouter, rigoureux et lucide, ne considère pas que les systèmes sociaux puissent échapper à la fonction qui est la leur (par exemple, dans le système économique, l'argent, *medium* universel, n'abolit pas la virulence de la violence sociale mais en limite l'expression directement destructrice) et, ainsi, échapper au code qui définit strictement et exclusivement la logique qui leur est propre. Les « décideurs », terme qui de façon symptomatique n'apparaît dans le lexique français qu'en 1969, n'envisagent pas l'avenir de la société dans son ensemble; ils prennent leurs décisions selon le code spécifique à chaque système social: « Le code est la forme par laquelle le système se différencie de son environnement et organise sa propre clôture opérationnelle<sup>8</sup> ».

### Prendre des risques pour éviter des dangers

L'évaluation des risques de la décision n'est pas celle des dangers encourus par la population concernée mais des

5. N. LUHMANN, *Soziologie des Risikos...*, *op. cit.*, pp. 136-137.

6. *Idem*, p. 31.

7. U. BECK, *La société...*, *op. cit.*, p. 405.

8. N. LUHMANN, *Soziologie des Risikos...*, *op. cit.*, p. 89.

avantages espérés pour le système social lui-même. Ainsi, lorsque les responsables suédois ont considéré comme politiquement opportun d'évacuer en hélicoptère la population d'une région laponne dans laquelle étaient expérimentées des fusées, ils n'ont pas comparé les chances d'un accident d'hélicoptère et de la chute imprévue d'une fusée sur un territoire peu peuplé mais protégé: ils ont préféré prendre un plus grand risque matériel parce qu'il était cohérent avec leur politique de protection du peuple lapon plutôt que d'apparaître indifférents à l'égard d'une minorité nationale<sup>9</sup>. Bien sûr, la décision de procéder à un lancement de fusées impliquait que le personnel politique et militaire acceptait de prendre les risques inhérents à l'expérimentation des armes; mais cette remarque ne fait que confirmer que la clôture du système politique, comme tout système social, procède de façon binaire: toute décision doit rechercher dans l'urgence les avantages escomptés (en fait jamais calculables) pour le système et, en conséquence, pour les décideurs; la décision leur sera avantageuse à eux aussi puisqu'ils sont partie prenante du système unifonctionnel lui-même. Les responsables suédois se comportaient en l'occurrence selon le modèle qu'ils revendiquaient: capables de prendre des risques pour protéger leur population en général (expérimentation de fusées) et d'autres risques pour que la population laponne ne soit pas victime des armes expérimentées: hommes politiques responsables, humains et lucides, qui ont la prétention de prendre des risques pour éviter des dangers. Cette formulation reprend avec quelque ironie, transposition de la luci-

## La prétention de prendre des risques pour éviter des dangers.



dité cynique de Luhmann, le point de vue du système politique incarné par ses décideurs. Luhmann est formel: « Les hommes ne peuvent pas décider<sup>10</sup> ». Il y a toujours des décideurs et des personnes frappées par ces décisions; ici la population suédoise et, en ce qui concerne le risque immédiat, laponne.

Il faudrait pourtant se garder de considérer que l'on peut trouver des critères objectifs qui désignent empiriquement les contenus des catégories proposées par Luhmann: dans le cas des fusées, un observateur de second rang, un non-décideur, classerait dans la catégorie des risques ce qui, au contraire, semble aller de soi pour les décideurs, l'expérimentation des fusées; de même, la population concernée ne se limite pas à la population directement frappée par une répression ou une discrimination raciale. La *Betroffenheit*, être concerné, est de plus en plus une question de définition sociale, d'autodétermination sur des bases individuelles ou d'organisation collective. Il reste, en dépit de toutes ces nuances, que toute décision (et aussi le refus de décider) est un danger pour l'autre. Luhmann n'est pas dupe des illusions qui font croire à une égalité de tous devant les dangers, ceux qui prennent les décisions ont tendance à minimiser les dangers et, lorsque les dom-

mages surviennent, ils prennent les mesures qui leur permettent d'y échapper: les immeubles des décideurs en matière urbaine ne sont pas construits, comme les favelas, sur des terrains glissants; et les dirigeants sont les premiers à s'abriter « dans un lieu tenu secret » en cas d'attentat ou de guerre.

Alors que *La société du risque* veut croire à une prise de conscience généralisée qui, devant les dangers, mobilisera tout un chacun dans une auto-coordination des subsystemes et des unités d'activité décentralisées<sup>11</sup>, Luhmann met l'accent sur le cloisonnement des systèmes sociaux qui codent, chacun selon la fonction qui lui est propre, l'attitude moderne par rapport à la temporalité: on veut maîtriser l'avenir comme on veut se rendre maître et possesseur de la nature. Présomption qui conduit au désenchantement et à la désillusion sans que, pour autant, les décideurs, dans chaque système social, soient prêts à abandonner une capacité qu'ils identifient à leur liberté.

Faut-il choisir entre une conception qui croit que l'humanité peut résoudre les problèmes qu'elle se pose, et une sociologie sceptique qui ne voit pas ceux qui se sont hissés au niveau de décideurs prêts à sacrifier leur croyance, fût-elle illusoire, qu'à prendre des risques ils gagneront plus? ●

PIERRE LANTZ

9. *Idem*, p. 40.

10. *Ibid.*, p. 115.

11. U. BECK, *La société...*, *op. cit.*, p. 486.